

PRÉCAIRES, MAIS PAS RÉSIGNÉS !

Il y a quelques mois, le gouvernement a été contraint de supprimer son CPE face à une mobilisation de la jeunesse soutenue par une grande majorité de la population.

Il est vrai que le CPE symbolisait et semblait synthétiser toutes les attaques patronales et gouvernementales pour aller vers une précarisation totale de la main-d'œuvre. Mais rien n'a été réglé par le retrait du CPE ; la précarisation, pour une partie toujours croissante des travailleurs, est déjà bien présente.

PSA Aulnay

Le 15 novembre, à Citroën Aulnay, cinquante travailleurs de l'équipe du matin en statut intérimaire ont arrêté le travail sur les chaînes de montage ; une cinquantaine d'autres ont suivi le mouvement l'après-midi. Ce mouvement de grève a duré deux jours.

C'est la première fois dans l'histoire de l'usine d'Aulnay-sous-Bois qu'il y a une grève de travailleurs précaires. Il y avait bien eu une vague de contestations des contrats de travail, il y a une vingtaine d'années et la boîte avait dû payer de copieuses indemnités de licenciement à plusieurs dizaines de travailleurs intérimaires ; mais jamais il n'y avait eu de grève.

Actuellement, Citroën organise des jours de chômage pour adapter sa production à ses ventes ; il y a notamment eu quatre jours chômés lors de la première semaine de novembre. Pour les ouvriers en fixe, pour le moment, les patrons prennent sur les différents compteurs qu'ils ont inventés suite aux 35 heures ; ainsi, en production, les ouvriers Citroën sont tous en dette envers le patron de 80 à 90 heures qu'il leur faudra récupérer lorsque Citroën en aura besoin. (On verra !). Et pour tous les travailleurs intérimaires, c'est simple : pas de paye du tout. Les payes étant déjà ridicules, 200 euros en moins, c'est le bouquet !

La grève a donc démarré ! Minoritaire certes, cent sur six cent intérimaires ont débrayé dans l'usine, mais elle a été déterminée. Très vite, la direction de Citroën a joué la menace à la fin de contrat en mobilisant les boîtes d'intérim pour faire pression ; mais devant la menace des grévistes, elle a cédé : les quatre jours sont payés. La mesure est présentée comme une avance sur l'indemnisation des jours chômés que les intérimaires auraient touchés en fin de contrat, mais la paye sera finalement complète.

Les camarades ont dès lors repris le travail heureux et fiers d'avoir fait plier Citroën. Ils se sont échangés les adresses et les numéros de téléphone pour le cas où Citroën voudrait se venger à la fin des contrats.

Renault Flins

Il y a actuellement environ 900 contrats d'intérim à Flins. Il y en a eu jusqu'à 1 500, il y a quelques mois. Depuis octobre, l'usine chôme les lundi et vendredi chaque semaine. Là aussi, les travailleurs intérimaires ne sont pas payés ; et les travailleurs en CDI sont presque tous avec les fameux compteurs en négatif. Il est question de taper dans les jours du compte formation.

Côté syndicats, ils protestent (et encore, pas tous). Ils sont là pour ça et ça ne va pas plus loin. Tout cela renforce la résignation de ceux qui pensent qu'on ne peut rien faire.

La grève de Citroën Aulnay vient de prouver le contraire. C'est dans les têtes résignées des ouvriers que les patrons puisent leur force. Les générations ouvrières précédentes se sont défendues, ont lutté et gagné des avancées pour la classe ouvrière dans des conditions souvent bien plus difficiles que celles que nous vivons actuellement. Ainsi, un jeune gréviste de Citroën déclarait à un journaliste du *Parisien libéré* : « Qu'est-ce-que je risque ? Je n'ai rien à perdre. »

A Citroën, les patrons ne s'y sont pas trompés, ils ont reculé très vite. La grève, ils savent que bien souvent, on sait comment ça commence, mais on ne sait jamais jusqu'où ça peut aller.

Le système de dictature du capital est ainsi conçu !

Les patrons achètent de la main-d'œuvre (de la force de travail) exactement comme ils achètent des matières premières, de l'énergie ou des technologies. Il leur faut tout cela pour sortir leur production afin de réaliser des profits et accroître le capital. D'ailleurs, on parle souvent de « marché du travail », on devrait plutôt dire « marché de la force de travail », mais c'est un détail.

Le fond du problème est que la force de travail est une marchandise un peu particulière certes, mais utilisée comme telle. Et les patrons jouent la concurrence entre travailleurs, entre CDI et précaires, etc., exactement comme ils jouent la concurrence entre fournisseurs, sous-traitants, etc. (dont les patrons, à leur tour, appliquent la même politique à leurs salariés).

Malheur aux ouvriers qui se laisseraient influencer par les racontars patronaux. Entre ouvriers et patrons les intérêts sont irréductiblement opposés, à tout jamais, et ça devra se résoudre un jour ou l'autre.

En attendant, cette petite grève d'une centaine de camarades en statut précaire à Citroën a remis les choses en place. Une petite grève certes, mais le début de la voie à suivre pour sortir de l'exploitation actuelle.

Ceux qui pensent, parce qu'ils ont des statuts moins précaires, qu'ils peuvent échapper à la politique capitaliste se trompent comme le montre l'exemple de l'usine Volkswagen de Forest, près de Bruxelles.

L'exemple Volkswagen

Dans cette usine, le patron a décidé de licencier 4 000 travailleurs sur les 5 000 que compte l'usine. Cela va toucher aussi les 5 000 travailleurs des entreprises sous-traitantes. Ceci en conséquence du retour de la production de la Golf en Allemagne.

Depuis vendredi 17 novembre, l'usine est bloquée et le gouvernement et les patrons ont mobilisé massivement la police et les forces de répression en prévision de la bagarre.

Là encore, qu'est ce que les ouvriers ont à perdre ? Ils sont bien obligés de se battre contre la décision patronale ! Et là ce sont des ouvriers en CDI (cela fait plusieurs années déjà que les intérimaires ont été licenciés).

Face à une telle situation, il faut que les ouvriers gardent leur paye. Si les patrons ferment l'usine, tant pis. La paye doit être assurée jusqu'à la retraite, même si on ne travaille plus. Ce sont les patrons qui décident de fermer une usine, c'est à eux de payer !

Evidemment, imposer cela ne peut pas se faire par la négociation mais par la lutte. Les ouvriers de Forest en semblent convaincus. C'est une affaire à suivre.

Mouvement Communiste

Bruxelles-Paris, le 24 novembre 2006.

Pour toute correspondance écrire (sans autre mention) à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.
<http://www.mouvement-communiste.com>